



SAVARIA CORPORATION

Rapport de gestion

pour les périodes de trois et de douze mois closes le 31 décembre 2014

Contenu

- 1. Portée du rapport de gestion**
- 2. Énoncés de nature prospective et mise en garde**
- 3. Conformité avec les Normes internationales d'information financière**
- 4. Survol des activités**
- 5. Contexte commercial**
- 6. Vision, mission et stratégie**
- 7. Faits saillants du quatrième trimestre et de l'exercice 2014**
- 8. Sommaire des trois derniers exercices**
- 9. Résumé des résultats trimestriels**
- 10. Résultats d'exploitation**
- 11. Situation financière**
- 12. Situation de trésorerie**
- 13. Principales estimations comptables**
- 14. Nouvelles conventions comptables**
- 15. Contrôles internes à l'égard de l'information financière**
- 16. Engagements**
- 17. Arrangements hors bilan**
- 18. Opérations entre parties liées**
- 19. Instruments financiers**
- 20. Risques et incertitudes**
- 21. Événements subséquents**
- 22. Perspectives**

1. Portée du rapport de gestion

Ce rapport de gestion vise à aider le lecteur à mieux comprendre les activités de Savaria Corporation, son contexte d'affaires, ses stratégies, ses facteurs de risques et les éléments clés de ses résultats financiers. Il traite, notamment, de la situation financière et des résultats d'exploitation de la société pour les périodes de trois et de douze mois closes le 31 décembre 2014 en les comparant aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice 2013. Il présente également une comparaison de ses états de la situation financière aux 31 décembre 2014 et 2013. À moins d'indications contraires, les termes « société », « Savaria », « nous », « nos » et « notre » font référence à Savaria Corporation et ses filiales.

Préparé conformément au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue, ce rapport doit être lu de concert avec les états financiers consolidés audités et les notes afférentes pour l'exercice clos le 31 décembre 2014. Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars, à l'exception des montants par action.

Les états financiers, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), et le rapport de gestion ont été revus par le comité d'audit de Savaria et approuvés par son conseil d'administration.

Ce rapport de gestion a été préparé en date du 26 mars 2015. Des renseignements supplémentaires, incluant la notice annuelle d'information, sont disponibles sur le site internet de SEDAR à www.sedar.com.

2. Énoncés de nature prospective et mise en garde

Certains énoncés formulés dans ce rapport de gestion peuvent être de nature prospective. Les énoncés prospectifs sont associés à des risques connus et inconnus, à des incertitudes ainsi qu'à d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats, les rendements et les réalisations réels de la société diffèrent substantiellement des résultats, rendements ou réalisations futurs exprimés ou supposés par ces énoncés prospectifs. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une confiance exagérée à ces énoncés de nature prévisionnelle.

3. Conformité avec les Normes internationales d'information financière

Les états financiers de la société ont été préparés conformément aux IFRS. Toutefois, la société utilise à des fins d'analyse des mesures non conformes aux IFRS telles que : le BAIIA, le BAIIA par action, le fonds de roulement, le ratio de fonds de roulement, la valeur comptable par action, la trésorerie par action et le coefficient d'endettement total net sur le capital investi afin de mesurer sa performance financière. Le BAIIA désigne le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA ») tandis que le BAIIA par action représente le BAIIA divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires diluées en circulation. Un rapprochement entre le résultat net et le BAIIA est montré à la section 9, *Résumé des résultats trimestriels*. Le fonds de roulement est le résultat de l'actif courant moins le passif courant tandis que le ratio de fonds de roulement désigne la division de l'actif courant sur le passif courant. La valeur comptable par action correspond au résultat des capitaux propres divisés par le nombre d'actions en circulation en fin de période et la trésorerie par action correspond au résultat de la trésorerie divisée par le nombre d'actions en circulation en fin de période.

Le coefficient d'endettement total net sur le capital investi est le résultat du total de la dette à long terme moins le net de la trésorerie et des emprunts bancaires (« numérateur ») divisé par le total des capitaux propres plus le numérateur.

Bien que la direction, les investisseurs et les analystes utilisent ces mesures afin d'évaluer la performance de la société en matière de finances et d'exploitation, elles n'ont aucune définition normalisée selon les IFRS et ne remplacent pas les renseignements financiers préparés selon les IFRS. En conséquence, ces mesures pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres entreprises.

4. Survol des activités

Savaria Corporation est le chef de file nord-américain de l'industrie de l'accessibilité. La diversité de ses produits, qui incluent une gamme de sièges d'escaliers, de plates-formes élévatrices et d'ascenseurs résidentiels et commerciaux, permet à Savaria de se distinguer en proposant une offre intégrée et sur mesure, l'une des plus vastes sur le marché, dans le but de faciliter le déplacement de ses clients à mobilité réduite. Les opérations de Savaria en Chine ont connu une croissance importante et la collaboration de cette dernière avec les autres usines en sol canadien accroît son avantage concurrentiel dans le marché. La société, dont le siège social est situé à Laval (Québec), compte cinq autres installations, dont une usine de 125 000 pieds carrés à Brampton (Ontario), une usine de 70 000 pieds carrés à Montréal (Québec) et une usine de 75 000 pieds carrés à Huizhou (Chine), ainsi que deux bureaux de vente à London (Ontario) et à Calgary (Alberta).

Secteurs opérationnels de la société

La société gère ses activités en fonction de deux secteurs opérationnels, le principal étant celui de l'Accessibilité. Ces secteurs sont structurés en fonction des segments de marché qu'ils desservent.

- **Secteur Accessibilité (84 % des revenus en 2014)**

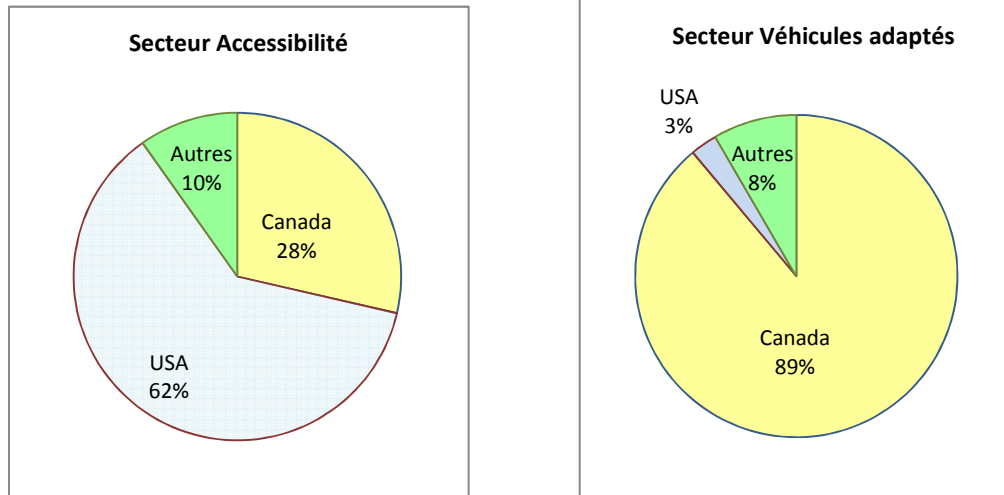
Le secteur *Accessibilité* conçoit, fabrique, distribue et installe des équipements d'accessibilité, tels que des sièges pour escaliers droits et courbes, des plates-formes élévatrices verticales et inclinées, ainsi que des ascenseurs résidentiels et commerciaux. Les produits sont manufacturés, assemblés et personnalisés à l'usine de Brampton, Ontario, et sont offerts par le biais d'un réseau comptant quelque 600 détaillants, lesquels sont principalement situés en Amérique du Nord. L'usine de Huizhou en Chine est le principal fournisseur de pièces et composantes de la filiale de Brampton; elle effectue aussi des assemblages ainsi que des produits finis principalement pour le compte de la société et pour la vente de produits sur les marchés asiatique et européen. Ce secteur inclut également les opérations provenant de l'acquisition des actifs opérationnels de Silver Cross au troisième trimestre de 2014, soit l'opération d'un réseau de franchisés par lequel est vendu de l'équipement d'accessibilité neuf et recyclé, et d'un programme d'identification de prospects par lequel sont distribués les noms de clients potentiels à plus de 100 affiliés en Amérique du Nord.

- **Secteur Véhicules adaptés (16 % des revenus en 2014)**

Le secteur *Véhicules adaptés* effectue la conversion et l'adaptation de fourgonnettes par le biais des filiales Van-Action et Freedom Motors situées à Montréal, Québec et à Brampton, Ontario. Elles offrent des modèles avec entrée arrière, latérale ou double pour les personnes à mobilité réduite. Par le biais d'une rampe et d'un plancher abaissé, elles rendent les fourgonnettes accessibles en fauteuils roulants. Leur utilisation peut être pour fins personnelles ou commerciales (taxis).

Revenus par secteur par région

Pour l'exercice 2014, les ventes totales de Savaria émanent des États-Unis (52 %), du Canada (38 %) et, dans une moindre mesure, de l'extérieur de l'Amérique du Nord (10 %). La proportion des ventes par région selon les secteurs s'établit comme suit :



Les revenus annuels pour l'exercice 2014 sont de l'ordre de 69,6 millions (« M ») \$ pour le secteur *Accessibilité* et 13,3 M \$ pour le secteur *Véhicules adaptés* pour un revenu total de 82,9 M \$. Les analyses de ce rapport couvrent les deux secteurs d'activité sauf si expressément mentionné.

La société emploie quelque 430 personnes et ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole SIS.

5. Contexte commercial

Un marché en croissance dû au vieillissement de la population

Les équipements destinés au marché de l'accessibilité sont vendus, d'une part, aux utilisateurs de fauteuil roulant, et d'autre part, aux personnes âgées éprouvant des problèmes de mobilité. Pour ces gens, les escaliers et les entrées surélevées sont d'importants obstacles. Par conséquent, plus la population vieillit, plus les personnes ayant recours aux produits d'accessibilité sont nombreuses.

Selon un recensement canadien de 2011, 5 millions de personnes – représentant 14,4 % de la population du Canada – étaient âgées de 65 ans et plus, alors qu'ils étaient 3,9 millions ou 12,6 % une décennie plus tôt. Ces chiffres devraient continuer à augmenter, puisqu'il est prévu qu'il y aura 8,4 millions de personnes – soit 20,8 % de la population du Canada – qui seront âgées de 65 ans et plus en 2026. La tendance observée aux États-Unis est similaire. Un recensement américain de 2011 a indiqué que 40 millions de personnes – représentant 12,8 % de la population des États-Unis – étaient âgées de 65 ans et plus, comparativement à 34 millions ou 12 %, une décennie plus tôt. Les prévisions pour 2025 indiquent que 65 millions de personnes – représentant 18,7 % de la population des États-Unis – devraient être âgées de 65 ans et plus.

Par conséquent, le nombre de personnes nécessitant des équipements d'accessibilité augmentera, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la population âgée est en croissance et l'espérance de vie des gens augmente. Selon une étude de l'*Organisation de Coopération et de Développement Économique* (« OCDE ») intitulée *Panorama de la santé 2013*, quelque vingt-quatre pays ont maintenant une espérance de vie moyenne de 80 ans et plus. Deuxièmement, les personnes âgées sont de plus en plus aisées et auront donc de plus en plus les moyens d'adapter leur propre résidence pour pouvoir y demeurer. Toujours selon ces recensements de 2011, 92 % des Canadiens et 96 % des Américains âgés de 65 ans et plus vivaient dans des résidences ou des logements privés, les autres vivant dans des logements collectifs. Enfin, la structure familiale et les soins pour les gens âgés changent, et exigent de plus en plus l'installation d'équipement d'accessibilité directement dans les résidences de ces personnes, ainsi que dans les bâtiments publics.

Par ailleurs, Statistique Canada indique que 7,2 % des Canadiens de tous âges souffrent actuellement de problèmes de mobilité. De même, 6,9 % des Américains souffrent également d'un problème de mobilité. En lien avec le vieillissement de la population, les prévisions indiquent que le nombre de personnes avec un problème de mobilité augmentera dans les années à venir.

Ces changements fondamentaux auront indéniablement d'importantes conséquences sur la demande de produits d'accessibilité. De surcroît, en raison du vieillissement de la population et des coûts élevés de maintien en institution des personnes à mobilité restreinte, divers organismes publics et privés, tant aux États-Unis qu'au Canada, pourraient rembourser le coût de ces équipements, à l'instar de certains pays européens.

En plus des facteurs démographiques, la demande des produits d'accessibilité est aussi influencée par la conjoncture économique et le marché de la construction résidentielle et institutionnelle.

En novembre 2012, TK Access, un concurrent important de Savaria, a cessé ses opérations aux États-Unis, ce qui a permis l'augmentation de sa part de marché. Étant donné que la majorité des produits de la société sont fabriqués sur mesure, la fabrication et les importations à grande échelle ne représentent guère une menace sérieuse. Bien que les produits concurrentiels soient de bonne qualité et offerts à prix compétitif, Savaria se distingue par sa flexibilité opérationnelle, par la fiabilité et la sécurité de ses produits et par la qualité de son service après-vente.

Le marché du détail, quant à lui, est très fragmenté. On dénombre en Amérique du Nord plus d'un millier de revendeurs de produits dans le domaine de l'accessibilité.

6. Vision, mission et stratégie

Notre vision

Conserver notre position de chef de file sur le marché nord-américain de l'industrie de l'accessibilité. Distribuer la gamme de produits la plus complète afin de favoriser la mobilité des gens, se distinguant par les produits les plus fiables et les plus sécuritaires qui soient. Développer et maintenir une culture client tout en respectant les désirs et les besoins premiers de nos clients, des utilisateurs de produits ainsi que de nos employés. Prendre de l'expansion à travers le monde de façon stratégique afin d'accroître nos ventes et d'optimiser notre pouvoir d'achat.

Notre mission

Concevoir, fabriquer et distribuer des produits d'accessibilité et des ascenseurs de qualité supérieure, personnalisés selon les besoins des clients, afin d'améliorer leur bien-être et leur mobilité. Prioriser le client et privilégier le travail d'équipe et le respect mutuel à travers notre culture d'entreprise.

Notre stratégie

Afin de conserver et renforcer sa position de chef de file du marché nord-américain de l'industrie de l'accessibilité, Savaria met en œuvre différentes initiatives.

Tout d'abord, elle développe et met régulièrement en marché de nouveaux produits afin d'offrir à ses quelque 700 distributeurs et affiliés, ainsi qu'à ses centres canadiens de vente directe, la gamme de produits la plus complète de l'industrie.

Réalisations :

- Conception d'une nouvelle conversion de véhicule basé sur le châssis du ProMaster permettant de transporter 7 passagers, dont trois en fauteuil roulant.
- Conception d'un nouveau siège pour escaliers droits qui est une version améliorée répondant à différents besoins par rapport à notre modèle existant *SL-1000*.

Ensuite, elle demeure à l'affût des occasions d'affaires dans le marché de l'accessibilité, telles des acquisitions stratégiques, qui lui donneraient l'opportunité soit d'étendre sa gamme de produits, d'acquérir de nouvelles marques de commerce ou d'accroître la vente de ses produits existants.

Réalisations :

- Acquisition des actifs opérationnels de Silver Cross, lui permettant de renforcer la vente de ses produits d'accessibilité à travers le Canada, principalement dans la région de Toronto : premièrement, en tant que franchiseur, par le biais de ses franchisés et par l'exploitation de son magasin corporatif situé à Oakville, en Ontario, et deuxièmement, par l'opération d'un programme d'identification de prospects et de distribution des noms de ces clients potentiels à plus de 700 distributeurs et affiliés en Amérique du Nord. Savaria y voit également l'opportunité de faire croître le nombre de franchisés au Canada ainsi que le programme d'identification de prospects, ce qui augmentera les occasions d'affaires des distributeurs autorisés de Savaria et de ses franchisés et affiliés.

Autre initiative : Savaria se tient toujours à la fine pointe de la technologie afin de demeurer concurrentielle et d'optimiser ses processus d'affaires.

Réalisations :

- Lancement d'un outil infonuagique de devis, de dessins techniques et de commandes (« quote builder ») pour son réseau de distributeurs au début de l'année 2014. Ce nouvel outil procure un avantage concurrentiel, tant pour la société que pour ses distributeurs, en améliorant l'efficacité de son processus de commandes, en minimisant les erreurs potentielles, et en fournissant sur-le-champ des devis à ses distributeurs et leurs clients.
- Développement de deux applications sur tablette électronique: la première permettant de configurer le siège pour escaliers courbes *Stairfriend*, et la deuxième étant un système de gestion de documentation pour le soutien technique.

La société cherche constamment à optimiser sa structure de coûts afin d'augmenter sa rentabilité.

Réalisations :

- Transfert à la filiale Savaria Huizhou en Chine de plusieurs lignes de production de produits d'accessibilité, dont la plus récente est celle de la plate-forme élévatrice V-1504;
- Augmentation des achats de matière première en provenance de l'Asie, représentant maintenant 49 % des achats de Brampton comparativement à 41 % en 2013.

La société est exposée à divers risques commerciaux qui pourraient avoir un impact sur sa capacité à maintenir sa part de marché et sa rentabilité actuelles, de même qu'à atteindre ses objectifs stratégiques à court et long terme. Ces risques sont décrits à la section 20 « Risques et incertitudes ».

7. Faits saillants du quatrième trimestre et de l'exercice 2014

Ventes en hausse de 12,4 % pour le quatrième trimestre et de 9,5 % pour l'exercice

Les ventes du 4^e trimestre de 2014 sont en hausse de 2,4 M \$ pour un montant total de 21,5 M \$ comparativement à des ventes de 19,1 M \$ pour le 4^e trimestre de 2013. Pour l'exercice 2014, les ventes sont en hausse de 9,5 % ou 7,2 M \$ pour un total de 82,9 M \$ comparativement à 75,7 M \$ en 2013. Il s'agit encore cette année, du niveau de ventes annuelles le plus élevé de l'histoire de la société.

Résultat opérationnel en hausse de 67,6 % pour le quatrième trimestre et de 16,7 % pour l'exercice

Le résultat opérationnel du 4^e trimestre de 2014 est en hausse de 929 000 \$ avec un montant de 2,3 M \$ comparativement à 1,4 M \$ au trimestre correspondant de 2013. Pour l'exercice 2014, le résultat opérationnel est en hausse de 1,3 M \$ avec un total de 8,8 M \$ en 2014 comparativement à 7,5 M \$ en 2013. N'eût été un produit de 350 000 \$ enregistré en 2013 provenant d'un gain de cause lié à la taxe de vente, la hausse de l'exercice du résultat opérationnel aurait été de 1,6 M \$ ou 22,4 %.

Résultat net en hausse de 52,4 % pour le quatrième trimestre et de 20,6 % pour l'exercice

Le résultat net du 4^e trimestre de 2014 est en hausse de 589 000 \$ avec un montant de 1,7 M \$ comparativement à 1,1 M \$ au trimestre correspondant de 2013. Pour l'exercice 2014, le résultat net est en hausse de 1,1 M \$ avec un total de 6,4 M \$ en 2014 comparativement à 5,3 M \$ en 2013. N'eût été un produit de 350 000 \$ enregistré en 2013 provenant d'un gain de cause lié à la taxe de vente, la hausse du résultat net aurait été de 1,4 M \$ ou 29,1 %.

BAIIA en hausse de 48,2 % pour le quatrième trimestre et de 17 % pour l'exercice

La société a généré un BAIIA de 3 M \$ au 4^e trimestre de 2014 comparativement à 2 M \$ au 4^e trimestre de 2013, soit une hausse de 987 000 \$, et de 11,2 M \$ pour l'exercice 2014 comparativement à 9,5 M \$ pour l'exercice 2013, soit une hausse de 1,6 M \$. N'eût été le gain de cause en 2013, la hausse du BAIIA aurait été de 2 M \$ ou 21,5 %. Un rapprochement entre le résultat net et le BAIIA est montré à la section 9, *Résumé des résultats trimestriels*.

Dividende

Au quatrième trimestre de 2014, le Conseil d'administration a déclaré un dividende de 4 cents par action (0,04 \$), conformément à sa politique de versement de dividende en vigueur à cette date. Au cours de l'exercice 2014, un montant total de 24 cents (0,24 \$) par action a été déclaré en dividendes.

8. Sommaires des trois derniers exercices

Le tableau suivant présente de l'information financière choisie pour les trois derniers exercices.

(en milliers, sauf les montants par action et les pourcentages)	2014	2013	2012
Ventes	82 909 \$	75 739 \$	66 734 \$
Marge brute en % des ventes	30,5 %	29,4 %	27,1 %
Charges opérationnelles	16 565 \$	15 085 \$	14 135 \$
Charges opérationnelles par rapport aux ventes	20,0 %	19,9 %	21,2 %
Résultat opérationnel	8 765 \$	7 509 \$	2 930 \$
% des ventes	10,6 %	9,9 %	4,4 %
BAIIA ⁽¹⁾	11 164 \$	9 538 \$	4 488 \$
BAIIA par action – de base et dilué	0,40 \$	0,41 \$	0,19 \$
Gain (perte) sur change	630 \$	330 \$	(69) \$
Résultat net	6 391 \$	5 299 \$	1 578 \$
Résultat par action – de base et dilué	0,23 \$	0,23 \$	0,07 \$
Dividendes déclarés par action	0,24 \$	0,14 \$	0,094 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	28 070	23 444	23 116
Actifs totaux	71 420 \$	49 013 \$	49 380 \$
Dette à long terme (y compris la partie courante)	15 354 \$	15 595 \$	19 083 \$
Passifs totaux	34 964 \$	28 780 \$	30 156 \$
Capitaux propres	36 456 \$	20 233 \$	19 224 \$

(1) Rapprochement du BAIIA avec le résultat net à la section 9

Les ventes ont bondi dans chacune des deux dernières années à des sommets inégalés de 75,7 M \$ et 82,9 M \$, soit des augmentations de 13,5 % en 2013 et de 9,5 % en 2014.

La marge brute a suivi la même tendance principalement en raison de l'augmentation des ventes et aux économies réalisées suivant la relocalisation des opérations de Brampton au cours de l'exercice 2012. La marge brute est donc passée de 27,1 % des ventes en 2012 à 30,5 % des ventes en 2014.

Quant au résultat opérationnel, il a bondi de plus de 156 % en 2013 grâce à l'augmentation de la marge brute, et à un gain de 350 000 \$ suite à la contestation d'un avis de cotisation lié à la taxe de vente, ainsi qu'à la non-répétition des frais de déménagement de 1 M \$ engendrés en 2012. Le résultat opérationnel a augmenté de 16,7 % en 2014, principalement en raison de l'augmentation du volume de ventes. Les charges opérationnelles ont augmenté de 950 000 \$ en 2013 et de 1,5 M \$ en 2014, par contre elles ont diminué en termes de pourcentage des ventes, passant de 21,2 % en 2012 à 20 % en 2014.

Outre les éléments mentionnés ci-dessus, la variation dans les gains et pertes de change a eu un impact important sur le résultat net des trois derniers exercices. En effet, la société a enregistré des gains de change de 330 000 \$ et de 630 000 \$ en 2013 et 2014 respectivement, tandis qu'elle a subi une perte de change de 69 000 \$ en 2012. Ces variations sont reliées aux taux de clôture du dollar US par rapport au dollar canadien.

Tout comme les ventes, le BAIIA a atteint un sommet inégalé dans les deux dernières années et a dépassé la barre des 10 millions \$ en 2014; il représente 13,5 % des ventes en 2014 comparativement à 12,6 % en 2013 et 6,7 % en 2012.

Quant au taux de dividende, il a augmenté de façon importante entre 2012 et 2014, passant de 9,4 cents en 2012 à 24 cents en 2014.

L'actif total qui a été stable entre 2012 et 2013, a augmenté considérablement en 2014 principalement en raison des fonds encaissés lors d'un placement privé d'un montant net de 17,5 M \$ et de l'acquisition des actifs de Silver Cross. La dette à long terme a diminué de 3,5 M \$ en 2013 grâce au remboursement normal des emprunts ainsi qu'à la remise des placements à long terme en billets restructurés contre la dette y afférent suite à l'exercice d'une option. De même, les passifs totaux ont diminué de 1,4 M \$ en 2013 en dépit d'une augmentation de 2 M \$ des passifs liés aux instruments financiers surtout due à une variation défavorable de la juste valeur des contrats de change. Les passifs totaux ont augmenté en 2014 suite à l'ajout d'une note à payer de 2 M \$ liée à l'acquisition de Silver Cross et d'une nouvelle augmentation des passifs liés aux instruments financiers de 3 M \$.

Quant aux capitaux propres qui ont augmenté de 1 M \$ entre 2012 et 2013, ils ont bondi de 16,2 M \$ en 2014. Cette augmentation est principalement due à l'émission d'actions reliée au placement privé de 17,9 M \$ diminué par la variation négative du cumul des autres éléments du résultat global de 2,2 M \$.

9. Résumé des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente de l'information financière choisie pour les huit derniers trimestres.

(en milliers, sauf les montants par action et les pourcentages – non audité)	2014				2013			
	Trimestre 4	Trimestre 3	Trimestre 2	Trimestre 1	Trimestre 4	Trimestre 3	Trimestre 2	Trimestre 1
Ventes	21 497 \$	21 747 \$	21 977 \$	17 688 \$	19 120 \$	20 019 \$	19 397 \$	17 203 \$
<i>Marge brute en % des ventes</i>	30,9 %	31,2 %	30,6 %	29,2 %	28,7 %	29,6 %	30,5 %	28,7 %
Charges opérationnelles ⁽¹⁾	4 357 \$	4 384 \$	4 135 \$	3 689 \$	4 110 \$	3 506 \$	3 963 \$	3 506 \$
<i>% des ventes</i>	20,3 %	20,2 %	18,8 %	20,9 %	21,5 %	17,5 %	20,4 %	20,4 %
Résultat opérationnel	2 304 \$	2 408 \$	2 579 \$	1 474 \$	1 375 \$	2 420 \$	1 936 \$	1 778 \$
<i>% des ventes</i>	10,7 %	11,1 %	11,7 %	8,3 %	7,2 %	12,1 %	10 %	10,3 %
Gain (perte) sur change	264 \$	372 \$	(315) \$	309 \$	236 \$	(128) \$	126 \$	96 \$
Résultat net	1 714 \$	1 926 \$	1 546 \$	1 205 \$	1 125 \$	1 517 \$	1 425 \$	1 232 \$
Résultat net par action – dilué	0,06 \$	0,07 \$	0,05 \$	0,05 \$	0,05 \$	0,07 \$	0,06 \$	0,05 \$
BAIIA ⁽²⁾	3 032 \$	3 214 \$	2 698 \$	2 220 \$	2 045 \$	2 690 \$	2 525 \$	2 278 \$
BAIIA par action – dilué	0,10 \$	0,11 \$	0,10 \$	0,09 \$	0,09 \$	0,11 \$	0,11 \$	0,10 \$
Dividendes déclarés par action	0,04 \$	0,035 \$	0,035 \$	0,13 \$	0,02 \$	0,02 \$	0,02 \$	0,08 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	29 875	29 807	28 871	23 748	23 855	23 524	23 302	23 109

⁽¹⁾ Les « charges opérationnelles » incluent : les frais d'administration, les frais de vente, les frais d'ingénierie et les frais de recherche et développement

⁽²⁾ Rapprochement du BAIIA avec le résultat net au tableau suivant

En 2013, la société a battu des records de ventes tous les trimestres et ceci se poursuit en 2014. Cette augmentation des ventes est principalement due à l'arrêt des opérations du principal concurrent de Savaria en territoire américain en novembre 2012 ainsi qu'à la mise en marché de nouveaux produits.

Alors que la marge brute atteignait une moyenne de 29,4 % en 2013, elle est légèrement en hausse en 2014 se situant à 30,5 %. Le niveau élevé des ventes ainsi que la réduction de coûts suite au transfert des opérations de Brampton dans un nouvel immeuble au 3^e trimestre de 2012 expliquent l'augmentation de la marge brute depuis 2013.

Les charges opérationnelles trimestrielles, qui étaient en moyenne de 3,8 M \$ ou 19,9 % des ventes en 2013, sont légèrement en hausse, en termes de dollars, en 2014, avec une moyenne trimestrielle de 4,1 M \$ tandis qu'elles sont stables en termes de pourcentage des ventes. Les charges opérationnelles des 3 derniers trimestres de 2014 sont plus élevées en raison d'une augmentation de la force de vente et des frais de déplacement et de l'enregistrement d'une provision pour bonis aux 3^e et 4^e trimestres. Elles étaient plus élevées

au 4^e trimestre de 2013 en raison de bonis et d'une indemnité de départ, et aussi de l'augmentation des frais de marketing.

Le BAIIA trimestriel moyen de 2,8 M \$ en 2014 est en hausse comparativement au BAIIA trimestriel moyen de l'exercice 2013 de 2,4 M \$ en dépit de l'enregistrement d'un produit de 350 000 \$ en 2013 provenant d'un gain de cause lié à la taxe de vente. À noter que le BAIIA du 4^e trimestre de 2013 était inférieur à ceux des trimestres précédents de la même année principalement en raison de l'augmentation des charges opérationnelles.

Rapprochement du BAIIA avec le résultat net

Tel que mentionné à la section 3, même si le BAIIA n'est pas reconnu selon les IFRS, la direction, les investisseurs et les analystes l'utilisent afin d'évaluer la performance de la société en matière de finances et d'exploitation.

Vous trouverez, au tableau ci-dessous, le rapprochement entre le résultat net et le BAIIA.

(en milliers de dollars – non audité)	2014					2013				
	Total	T 4	T 3	T 2	T 1	Total	T 4	T 3	T 2	T 1
Résultat net	6 391 \$	1 714 \$	1 926 \$	1 546 \$	1 205 \$	5 299 \$	1 125 \$	1 517 \$	1 425 \$	1 232 \$
Plus:										
Intérêts sur la dette à long terme	560	146	134	144	136	612	135	147	156	174
Dépense d'intérêts et frais bancaires	190	70	69	29	22	127	36	45	24	22
Charge d'impôt sur le résultat	2 401	685	703	591	422	1 920	319	591	532	478
Amortissement des immobilisations corporelles	982	241	257	244	240	831	230	220	208	173
Amortissement des immobilisations incorporelles	787	223	177	190	197	765	204	178	182	201
Moins:										
Revenus d'intérêts	147	47	52	46	2	16	4	8	2	2
BAIIA	11 164 \$	3 032 \$	3 214 \$	2 698 \$	2 220 \$	9 538 \$	2 045 \$	2 690 \$	2 525 \$	2 278 \$

La rubrique qui suit fournit une analyse détaillée des résultats d'exploitation du quatrième trimestre de 2014 par rapport au même trimestre de 2013, et des résultats cumulatifs de l'exercice 2014 comparativement à l'exercice antérieur. L'analyse détaillée des trimestres précédents est fournie dans les rapports de gestion intermédiaires des exercices 2014 et 2013, disponibles sur SEDAR (www.sedar.com).

10. Résultats d'exploitation

Les tableaux suivants présentent certaines données sur les résultats du quatrième trimestre ainsi que sur l'exercice clos le 31 décembre 2014 et 2013.

Marge brute

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	3 mois (non audités)			12 mois		
	2014	2013	Variation	2014	2013	Variation
Ventes	21 497 \$	19 120 \$	12,4 %	82 909 \$	75 739 \$	9,5 %
Coût des ventes	14 846 \$	13 636 \$	8,9 %	57 589 \$	53 484 \$	7,7 %
Marge brute	6 651 \$	5 484 \$	21,3 %	25 320 \$	22 255 \$	13,8 %
% des ventes	30,9 %	28,7 %	s.o.	30,5 %	29,4 %	s.o.

Au 4^e trimestre de 2014, les ventes sont en hausse de 2,4 M \$ ou 12,4 % par rapport aux ventes enregistrées au trimestre correspondant de 2013. Cette hausse inclut une variation favorable de change de 493 000 \$. Outre l'effet de change, le secteur *Accessibilité* a enregistré une hausse de ses ventes de l'ordre de 14,7 % passant de 15,7 M \$ au 4^e trimestre de 2013 à 18 M \$ au 4^e trimestre de 2014, tandis que les ventes du secteur *Véhicules adaptés* ont augmenté de 1,8 % passant de 3,4 M \$ au 4^e trimestre de 2013 à 3,5 M \$ au 4^e trimestre de 2014, en raison de la hausse des revenus de conversion de fourgonnettes. Pour la période de douze mois, les ventes sont en hausse de 7,2 M \$ ou 9,5 % par rapport à la période correspondante de 2013. Cette hausse inclut une variation favorable de change de 1,8 M \$. Le secteur *Accessibilité* a enregistré une hausse de ses ventes de 11,9 % ou 7,4 M \$ tandis que les ventes du secteur *Véhicules adaptés* ont diminué de 1,7 % ou 264 000 \$.

Répartition des ventes par région géographique

(en pourcentages des ventes, non audités)	3 mois			12 mois		
	2014	2013	Variation	2014	2013	Variation
Canada	38,8 %	35,8 %	3,0	38,3 %	38,7 %	(0,4)
États-Unis	51,5 %	53,7 %	(2,2)	52,1 %	51,0 %	1,1
Autres régions	9,7 %	10,5 %	0,8	9,6 %	10,3 %	(0,7)

La marge brute est en hausse de 1,2 M \$ pour le 4^e trimestre et de 3,1 M \$ pour la période de douze mois, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. En pourcentage des ventes, la marge brute a augmenté tant pour le 4^e trimestre que pour l'année passant de 28,7 % et 29,4 % des ventes respectivement en 2013 à 30,9 % et 30,5 % des ventes respectivement en 2014.

La proportion des achats en provenance de la filiale Savaria Huizhou et des autres fournisseurs situés en Asie a augmenté à 49 % des achats de matières premières de la filiale Savaria Concord pour l'année 2014 comparativement à 41 % pour 2013. À noter que 86 % des achats en Asie proviennent de la filiale Savaria Huizhou (78 % en 2013).

Résultat opérationnel

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	3 mois (non audités)			12 mois		
	2014	2013	Variation	2014	2013	Variation
Charges opérationnelles	4 357 \$	4 110 \$	6 %	16 565 \$	15 085 \$	9,8 %
<i>% des ventes</i>	20,3 %	21,5 %	s.o.	20 %	19,9 %	s.o.
Autres produits	10 \$	1 \$	900 %	10 \$	339 \$	(97) %
Résultat opérationnel	2 304 \$	1 375 \$	67,6 %	8 765 \$	7 509 \$	16,7 %
<i>% des ventes</i>	10,7 %	7,2 %	s.o.	10,6 %	9,9 %	s.o.

La proportion des charges opérationnelles par rapport aux ventes a diminué au 4^e trimestre et est stable pour la période de douze mois de 2014 par rapport aux mêmes périodes de 2013, passant de 21,5 % et 19,9 % respectivement en 2013 à 20,3 % et 20 % respectivement en 2014. En termes de dollars, les charges opérationnelles ont augmenté de 247 000 \$ au 4^e trimestre et 1,5 M \$ pour l'année 2014 par rapport aux périodes correspondantes de 2013 principalement en raison d'une augmentation de la force et des frais de vente, de la provision pour bonis et des frais d'acquisition des actifs de Silver Cross.

Les autres produits de 2013 incluaient un produit de 350 000 \$ réalisé suite à un gain de cause en relation à une contestation d'un avis de cotisation lié à la taxe de vente.

La variation nette favorable de la marge brute et des charges opérationnelles a eu un effet positif sur le résultat opérationnel du 4^e trimestre (+929 K \$) et sur l'exercice 2014 (+1,3 M \$) comparativement aux périodes équivalentes de 2013. N'eût été le produit de 350 000 \$ enregistré en 2013, le résultat opérationnel de l'année 2014 serait en hausse de 1,6 M \$ ou 22,4 %.

Résultat net

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	3 mois (non audités)			12 mois		
	2014	2013	Variation	2014	2013	Variation
Produits financiers nets (charges financières nettes)	95 \$	69 \$	37,7 %	27 \$	(290) \$	109 %
Résultat avant impôt	2 399 \$	1 444 \$	66,1 %	8 792 \$	7 219 \$	21,8 %
Charge d'impôt sur le résultat	685 \$	319 \$	115 %	2 401 \$	1 920 \$	25,1 %
Résultat net	1 714 \$	1 125 \$	52,4 %	6 391 \$	5 299 \$	20,6 %
<i>% des ventes</i>	8 %	5,9 %	s.o.	7,7 %	7 %	s.o.
BAIIA	3 032 \$	2 045 \$	48,2 %	11 164 \$	9 538 \$	17 %
<i>% des ventes</i>	14,1 %	10,7 %	s.o.	13,5 %	12,6 %	s.o.

La variation favorable de 26 000 \$ des produits financiers nets du 4^e trimestre de 2014 par rapport à 2013, est principalement due à une variation favorable des gains et pertes de change de 27 000 \$. Pour la période de douze mois, la variation favorable de 317 000 \$ s'explique par une variation favorable des gains et pertes de change de 300 000 \$ et des revenus d'intérêt de 131 000 \$ partiellement compensée par une variation défavorable de la juste valeur des billets restructurés et de l'option de règlement de 103 000 \$. Les gains et pertes de change proviennent majoritairement de la conversion, au taux de fin de période, des éléments monétaires libellés en dollars US.

Le taux d'impôt effectif se maintient aux alentours de 27 % comparativement au taux statutaire corporatif combiné de 25,8 % principalement en raison d'éléments non déductibles.

Le résultat net et le BAIIA sont en hausse au 4^e trimestre et pour l'année 2014 comparativement aux périodes correspondantes de 2013, avec des augmentations du résultat net respectives de 589 000 \$ et de 1,1 M \$ et du BAIIA de 987 000 \$ et de 1,6 M \$ respectivement. N'eût été le gain de cause lié à la taxe de vente de 350 000 \$ en 2013, le BAIIA de la période de l'exercice aurait augmenté de 2 M \$.

Couverture de change

En harmonie avec la politique sur la couverture de change adoptée par le conseil d'administration, la société utilise des contrats de change afin de réduire les risques liés aux fluctuations des taux de change. Elle applique la comptabilité de couverture qui permet de comptabiliser les gains, pertes, produits et charges rattachés à l'instrument financier dérivé dans le même exercice que ceux rattachés à l'élément couvert. Les contrats de change sont présentés à leur juste valeur à l'état de la situation financière en fonction de leur date de maturité. La plus ou moins-value non reconnue au résultat net est enregistrée au *Cumul des autres éléments du résultat global*.

Au 31 décembre 2014, la société détenait des contrats de change au montant total de 54,5 M \$ US pour une période de couverture allant jusqu'au 31 décembre 2017, à un taux moyen pondéré de 1,0713. En fin d'exercice, la moins-value nette sur les contrats de change s'élève à 5,1 M \$. Ce montant apparaît à l'état de la situation financière sous la rubrique *Instruments financiers dérivés* des passifs courants et non courants et est inclus dans le solde du *Cumul des autres éléments du résultat global* (se référer à la rubrique *Sources de financement disponibles* de la section 11). De plus, un gain avant impôts de 31 000 \$ provenant de la vente de contrats de change avant échéance est enregistré au *Cumul des autres éléments du résultat global* et sera renversé au résultat net d'ici mai 2015, selon la période de couverture de chaque contrat.

Couverture de taux d'intérêt

La société a signé une offre de financement en avril 2012 comprenant deux emprunts totalisant 16,6 M \$. Puisque ces dettes portent intérêt à taux variable, la société a décidé de conclure des opérations d'échange de taux d'intérêt (« contrats de swap ») afin de minimiser son risque lié aux variations des taux d'intérêt. Elle a donc signé un premier contrat d'échange relatif à un montant de capital initial de 7 M \$ avec un taux d'intérêt fixé à 3,48 %, et un deuxième relatif à un capital initial de 9,6 M \$ avec un taux fixé à 3,58 %, tous deux pour une période de 5 ans. Ces taux incluent un frais d'estampillage de 1,5 %.

Tout comme pour les couvertures de change, la société applique la comptabilité de couverture, ce qui permet de comptabiliser les plus ou moins-values non réalisées rattachées à l'instrument financier dérivé au *Cumul des autres éléments du résultat global*, alors que la juste valeur est comptabilisée à l'état de la situation financière. Au 31 décembre 2014, la moins-value totale sur les contrats de swap s'élève à 148 000 \$. Ce montant apparaît à l'état de la situation financière sous la rubrique *Instruments financiers dérivés* des passifs courants et non courants et est inclus dans le solde du *Cumul des autres éléments du résultat global*.

11. Situation financière

Variations entre les états de la situation financière

Le tableau suivant illustre les variations importantes entre les états de la situation financière du 31 décembre 2014 et du 31 décembre 2013, ainsi que les principales explications sur ces variations :

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les explications des variations)	31 décembre 2014	31 décembre 2013	Variation	Principales causes des variations
Actifs courants				
Trésorerie	16 280 \$	1 968 \$	14 312 \$	Encaissement d'un produit net de 17,5 M \$ suite à la conclusion d'un placement privé et décaissement suite à l'acquisition d'une entreprise (-2,5 M \$).
Créances et autres débiteurs	12 168 \$	11 711 \$	457 \$	Augmentation du taux de change utilisé pour la conversion des débiteurs libellés en dollars US (+585 K \$), diminution des créances clients (-844 K \$), augmentation des taxes de vente à recevoir (+674 K \$) et des autres montants à recevoir (+42 K \$).
Nb. de jours nécessaires au recouvrement des créances clients ⁽¹⁾	54	59	(8,5) %	À noter que le nombre de jours de recouvrement du 4 ^e trimestre de 2014 était de 51 jours par rapport à 55 jours pour le même trimestre de 2013.
Stocks	16 694 \$	14 179 \$	2 515 \$	Augmentation des inventaires à l'usine de Brampton (+1,9 M \$) en raison de l'augmentation des ventes et de l'augmentation des seuils minimums d'inventaire puisque les achats en provenance d'une région éloignée, soit l'Asie, sont à la hausse.
Taux de rotation de stocks ⁽¹⁾	3,65	3,94	(7,4) %	Voir ci-haut.

⁽¹⁾ Basé sur la moyenne des quatre derniers trimestres

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les explications des variations)	31 décembre 2014	31 décembre 2013	Variation	Principales causes des variations
Actifs non courants				
Immobilisations corporelles	12 122 \$	12 302 \$	(180) \$	Amortissement (-982 K \$) et acquisitions (+792 K \$).
Immobilisations incorporelles	2 661 \$	1 679 \$	982 \$	Amortissement (-787 K \$), augmentation (+390 K \$) et augmentation par le biais de l'acquisition de Silver Cross (+1,4 M \$).
Goodwill	7 253 \$	4 051 \$	3 202 \$	Augmentation par le biais de l'acquisition de Silver Cross.
Actifs d'impôt différé	3 157 \$	1 960 \$	1 197 \$	Impôt différé sur les frais de transaction liés à un placement privé (+246 K \$), sur l'intérêt calculé sur la valeur actuelle du billet à payer lié à l'acquisition de Silver Cross (+66 K \$) et sur la variation du cumul des autres éléments du résultat global (+840 K \$).
Passifs courants				
Fournisseurs et autres créditeurs	9 677 \$	7 413 \$	2 264 \$	Augmentation du taux de change utilisé pour la conversion des créditeurs libellés en dollars US (+394 K \$), augmentation des comptes fournisseurs (+1,5 M \$) et des salaires et avantages sociaux à payer (+181 K \$).
Passifs d'impôts exigibles	1 198 \$	775 \$	423 \$	Augmentation due à la charge d'impôt courante (+2,5 M \$), application des crédits d'impôt à recevoir (-538 K \$) et paiements d'impôt (-1,5 M \$).

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les explications des variations)	31 décembre 2014	31 décembre 2013	Variation	Principales causes des variations
Instrument financiers dérivés	2 295 \$	1 113 \$	1 182 \$	Variation favorable de la moins-value non réalisée sur les contrats de swap de taux d'intérêt liée à la partie courante de la dette à long terme (-29 K \$) et variation défavorable de la moins-value sur les contrats de change venant à échéance dans les douze prochains mois (+1,2 M \$).
Partie courante de la dette à long terme	2 833 \$	2 864 \$	(31) \$	Voir explications de la rubrique <i>Dette à long terme</i> .
Passifs non courants				
Dette à long terme	12 521 \$	12 731 \$	(210) \$	Remboursement normal de la dette (-1,9 M \$), versement final d'un billet à payer lié à une acquisition en 2010 (-600 K \$), nouveau billet à payer lié à l'acquisition de Silver Cross (+1,9 M \$), nouvelle dette (+290 K \$) et autres variations mineures (inclut la variation de la partie courante de la dette à long terme).
Instrument financiers dérivés	2 991 \$	1 146 \$	1 845 \$	Variation défavorable de la moins-value non réalisée sur les contrats de swap de taux d'intérêt liés à la partie non courante de la dette à long terme (+18 K \$) et de la moins-value sur les contrats de change venant à échéance après les douze prochains mois (+1,8 M \$).

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les explications des variations)	31 décembre 2014	31 décembre 2013	Variation	Principales causes des variations
Capitaux propres	36 456 \$	20 233 \$	16 223 \$	Résultat net (+6,4 M \$), émission d'actions dans le cadre d'un placement privé, net des frais de transaction et des impôts y afférents (se référer à la rubrique <i>Sources de financement disponibles</i> de la section 11) (+17,9 M \$), exercice d'options d'achat d'actions (+481 K \$), déclaration de dividendes (-6,3 M \$) et variation du cumul des autres éléments du résultat global (-2,3 M \$).
Fonds de roulement	27 638 \$	14 749 \$	12 889 \$	Augmentation principalement due à la conclusion du placement privé au 2 ^e trimestre (+17,9 M \$) net du décaissement lié à l'acquisition de Silver Cross au 3 ^e trimestre (-2,5 M \$).
Ratio de fonds de roulement	2,49	2,04	22,1 %	Voir ci-haut.

Au 31 décembre 2014, Savaria bénéficiait d'une bonne situation financière avec un actif total de 71,4 M \$ contre 49 M \$ au 31 décembre 2013, et des passifs totaux de 35 M \$ contre 28,8 M \$ au 31 décembre 2013.

Sources de financement disponibles

(en milliers de dollars – non audité)	31 décembre	
	2014	2013
Facilités de crédit :		
Autorisées	7 500 \$	5 000 \$
Avances bancaires	(2 000)	-
Crédit non utilisé	5 500	5 000
Trésorerie	18 280	1 968
Total	23 780 \$	6 968 \$

Tel que démontré ci-dessus, la société possède des fonds disponibles totalisant 23,8 M \$ au 31 décembre 2014. Ceci lui procure la marge de manœuvre nécessaire afin de faire face à ses obligations potentielles à court terme et de bénéficier d'opportunités d'investissement intéressantes.

Le 15 avril 2014, la société a achevé un placement privé par prise ferme de 5 750 000 unités au prix de 3,25 \$ par unité, pour un produit brut revenant à Savaria de 18,7 M \$ et un produit net des frais financiers de 17,5 M \$. Chaque unité se compose d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription d'action ordinaire. Chaque bon de souscription entier donne le droit à son porteur de souscrire une action ordinaire supplémentaire de Savaria au prix d'exercice de 4,25 \$ jusqu'au 15 avril 2017.

La société minimise son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt en conservant la majorité de ses emprunts à taux fixe par le biais de contrats de swap (se référer à la rubrique *Couverture de taux d'intérêt* de la section 10).

Par ailleurs, la société peut s'exposer à des risques de pertes potentielles sur les contrats de change jusqu'à une valeur maximale de 6,4 M \$ sur une période de couverture maximale de 36 mois. Ce montant représente la moins-value maximale, telle que définie par la banque, que peuvent valoir les contrats de change détenus par la société; par contre, au-delà d'un montant de 4,8 M \$, la banque pourra réaliser les sûretés données en garantie pour couvrir ce risque. En date du 31 décembre 2014, un montant de 540 000 \$ est réservé pour garantir les pertes non réalisées sur les contrats de change.

Au 31 décembre 2014, le coefficient d'endettement total net de la société sur le capital investi est nul étant donné que la trésorerie de la société est supérieure à sa dette à long terme (40,2 % au 31 décembre 2013).

Autres données et ratios

(en milliers de dollars, sauf les montants par action - non audité)	31 décembre		Variation
	2014	2013	
Valeur comptable par action	1,23 \$	0,86 \$	43 %
Trésorerie par action	0,55 \$	0,08 \$	588 %
Capitalisation boursière	128 563 \$	68 360 \$	88,1 %

La valeur comptable et la trésorerie par action sont en hausse au 31 décembre 2014 comparativement au 31 décembre 2013 en raison de l'impact du placement privé sur les capitaux propres et sur la trésorerie, partiellement compensé par les déclarations de dividendes en 2014. La capitalisation boursière est aussi en hausse en raison de l'émission d'actions dans le cadre du placement privé et de l'augmentation de la valeur de l'action de la société, qui est passée de 2,92 \$ au 31 décembre 2013 à 4,35 \$ au 31 décembre 2014.

12. Situation de trésorerie

Le tableau suivant présente certaines données sur les flux de trésorerie du quatrième trimestre ainsi que pour l'exercice 2014.

(en milliers de dollars)	3 mois (non audités)			12 mois		
	2014	2013	Variation	2014	2013	Variation
Trésorerie nette liée aux activités opérationnelles	3 805 \$	1 519 \$	150 %	9 213 \$	6 969 \$	32,2 %
Trésorerie nette liée aux activités d'investissement	(381) \$	(337) \$	(13,1) %	(3 537) \$	(1 459) \$	(142) %
Trésorerie nette liée aux activités de financement	(1 849) \$	(1 095) \$	(69) %	8 636 \$	(5 535) \$	256 %

La société a dégagé des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles supérieurs de 2,3 M \$ au 4^e trimestre et de 2,2 M \$ pour la période de douze mois de 2014 par rapport aux périodes correspondantes de 2013. Ces écarts sont principalement dus à une variation favorable provenant des opérations (+1,1 M \$ pour le trimestre, +2 M \$ pour l'année), atténué par des paiements d'impôts supérieurs (-326 K \$ pour le trimestre, -1,2 M \$ pour l'année) et par des encaissements inférieurs sur les prêts à long terme (-31 K \$ pour le trimestre, -262 K \$ pour l'année). S'ajoute à cela, un écart favorable de la variation nette des éléments hors caisse (+1,6 M \$ pour le trimestre, +1,7 M \$ pour l'année).

La société a engagé des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement supérieurs de 44 000 \$ au 4^e trimestre et de 2,1 M \$ pour la période de douze mois de 2014 par rapport aux périodes équivalentes de 2013. La variation du 4^e trimestre est principalement due à une augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles de 81 000 \$ tandis que la variation pour l'année s'explique principalement par le versement initial de 2,5 M \$ lié à l'acquisition de Silver Cross quelque peu atténué par des acquisitions moindres d'immobilisations corporelles et incorporelles (+447 K \$).

Au chapitre des activités de financement, la société a engagé des flux supérieurs de 754 000 \$ au 4^e trimestre. Cet écart est principalement dû à une variation défavorable dans le montant des dividendes versés de 713 000 \$. Pour la période de douze mois, la société a dégagé des flux de trésorerie liés aux activités de financement supérieurs de 14,2 M \$ par rapport à la période correspondante de 2013. Cet écart est principalement dû à l'encaissement d'un produit net de 17,5 M \$ suite à un placement privé, partiellement atténué par une augmentation des dividendes versés (-3,1 M \$).

13. Principales estimations comptables

L'établissement d'états financiers consolidés conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des ventes et des charges. Les hypothèses et les incertitudes relatives aux estimations qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif comprennent l'évaluation des instruments financiers dérivés, le goodwill et l'évaluation des actifs identifiables acquis lors du regroupement d'une entreprise. Les jugements importants réalisés par la direction lors de l'application des méthodes comptables et qui ont l'incidence la plus significative sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont la détermination des unités génératrices de trésorerie, l'identification des secteurs opérationnels et la détermination de la monnaie fonctionnelle de ses filiales à l'étranger.

La juste valeur des contrats de change est estimée en escomptant la différence entre le montant contractuel à terme et la valeur actuelle à terme pour le montant résiduel du contrat utilisant un taux d'intérêt sans risque (basé sur les bons du Trésor). La juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt est estimée en escomptant la différence entre le taux d'intérêt du contrat de swap et les taux du marché sur la valeur des emprunts.

Le montant recouvrable du goodwill est estimé au même moment de chaque année, ou plus fréquemment s'il y a indication de dépréciation. Pour des fins de l'évaluation de la dépréciation du goodwill, le goodwill acquis par le biais d'un regroupement d'entreprises est affecté à l'unité génératrice de trésorerie (« UGT »), ou au groupe de UGT, qui devrait bénéficier des synergies du regroupement. Chaque UGT ou groupe de UGT auquel le goodwill est ainsi affecté doit représenter le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne et ne doit pas être, avant affectation du goodwill, plus grand qu'un secteur opérationnel. Les montants recouvrables de ces UGT sont basés sur leur valeur d'utilité. Elles sont déterminées en escomptant les flux de trésorerie futurs générés par l'utilisation continue des unités. Le calcul des valeurs d'utilité est basé sur les hypothèses clés suivantes :

- Les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans basés sur l'expérience passée et les résultats opérationnels réels, en utilisant un taux de croissance constant de 2 % pour le secteur *Accessibilité*, et nul pour le secteur *Véhicules adaptés*;
- La croissance annuelle anticipée des ventes incluse dans les projections de flux de trésorerie est basée sur le plan d'affaires;
- Un taux d'escompte haut et bas avant impôt de 15 % et 13,5 % (14 % et 12,6 % en 2013) est appliqué afin de déterminer le montant recouvrable de l'unité. Le taux d'escompte utilisé est basé sur l'expérience passée et la moyenne pondérée de l'industrie du coût des capitaux, qui est basé sur une fourchette possible de levier sur dette de 19 % à un taux d'intérêt du marché de 3,5 %;
- Les valeurs attribuées aux hypothèses clés représentent l'évaluation de la direction sur les tendances futures de l'industrie de l'accessibilité et sont basées sur des données externes autant qu'internes (données historiques).

Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

14. Nouvelles conventions comptables

A) Modifications comptables adoptées durant l'exercice 2014

Les nouvelles normes et amendements aux normes et interprétations suivantes ont été appliqués lors de la préparation des états financiers consolidés au 31 décembre 2014. L'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

IFRS 9 - Instruments financiers

En novembre 2009, le bureau international des normes comptables (l'« IASB ») a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, dite IFRS 9 (2009); par la suite, en octobre 2010, il a publié une version modifiée de cette norme, dite IFRS 9 (2010). En novembre 2013, l'IASB a publié de nouvelles règles générales de comptabilité de couverture, qui font partie de l'IFRS 9, *Instruments financiers* (2013). En février 2014, l'IASB a tentativement décidé que la date effective obligatoire de ces nouvelles normes sera le 1^{er} janvier 2018.

L'IFRS 9 (2009) met en place de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers. En vertu de l'IFRS 9 (2009), les actifs financiers sont classés et évalués en fonction du modèle économique selon lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. L'IFRS 9 (2010) instaure des changements additionnels relativement aux passifs financiers. L'IFRS 9 (2013) comprend de nouvelles règles générales de comptabilité de couverture, ce qui aura pour effet d'aligner davantage la comptabilité de couverture sur la gestion des risques. Ces nouvelles règles ne modifient pas en profondeur les types de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité de la couverture; toutefois, elles offriront un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées aux fins de la gestion des risques satisfaisant aux conditions d'application de la comptabilité de couverture, et feront davantage appel au jugement dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité d'une relation de couverture. Des dispositions transitoires particulières ont été élaborées aux fins de l'application des nouvelles règles générales de comptabilité de couverture.

La société a décidé d'adopter les nouvelles normes de l'IFRS 9 (2013) dans ses états financiers consolidés intermédiaires résumés du trimestre clos le 30 juin 2014 et effectif le 1^{er} avril 2014. À l'adoption de IFRS 9 (2013), en conformité avec les dispositions transitoires, la société n'a pas retraité les périodes antérieures mais a classé de façon rétrospective ses actifs et passifs financiers au 1^{er} avril 2014 basé sur les nouvelles exigences de classement et les caractéristiques de chaque instrument financier à la date de transition. L'adoption de IFRS 9 (2013) n'a entraîné aucun reclassement à l'état de la situation financière ni aucun changement dans les valeurs comptables. Au moment de l'adoption de IFRS 9 (2013), toutes les relations de couverture existantes de la société qui étaient admissibles à la comptabilité de couverture selon IAS 39 ont été réévaluées compte tenu des nouvelles exigences de IFRS 9 (2013) relatives à la comptabilité de couverture. Les relations de couverture ont été maintenues après l'application de IFRS 9 (2013). Suite à l'adoption de IFRS 9 (2013), les politiques concernant les actifs et passifs financiers dérivés sont demeurées substantiellement les mêmes qu'au 31 mars 2014.

Modifications de l'IAS 32 - *Compensation des actifs financiers et des passifs financiers*

En décembre 2011, l'IASB a publié un document intitulé *Compensation des actifs financiers et des passifs financiers*. Les modifications de l'IAS 32 doivent être appliquées de façon rétrospective.

Les modifications de l'IAS 32 précisent que l'entité a actuellement un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation, si ce droit :

- ne dépend pas de la survenance d'un événement futur;
- est exécutoire tant dans le cadre de l'activité normale qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite de l'entité et de toutes ses contreparties.

Les modifications de l'IAS 32 précisent également quand un mécanisme de règlement mène à un règlement net ou à un règlement brut équivalent à un règlement net.

Modifications de l'IAS 39 - *Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture*

En juin 2013, l'IASB a publié le document intitulé *Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture* (modifications de l'IAS 39).

Les modifications ajoutent à l'IAS 39 une exception limitée à l'application des dispositions relatives à la cessation d'une relation de couverture existante lorsqu'une novation qui n'était pas prévue dans la documentation originale relative à la couverture répond à des critères spécifiques.

IFRIC 21 - *Droits ou taxes*

En mai 2013, l'IASB a publié l'IFRIC 21, *Droits ou taxes*. L'IFRIC 21 doit être appliquée de façon rétrospective.

L'IFRIC 21 fournit des directives sur le traitement des droits ou des taxes conformément aux exigences de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. L'interprétation définit un droit ou une taxe comme une sortie de trésorerie qui touche une entité et qui est imposée par les autorités publiques conformément à la loi. Elle note également que les droits ou les taxes ne découlent pas de contrats non (entièrement) exécutés ou d'autres accords contractuels. En outre, l'interprétation confirme qu'une entité comptabilise un passif au titre d'un droit ou d'une taxe seulement si l'événement déclencheur précisé dans les dispositions législatives pertinentes survient.

B) Modifications comptables futures

Plusieurs nouvelles normes et amendements aux normes et interprétations, non encore adoptés pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, n'ont pas été appliqués lors de la préparation de ces états financiers consolidés.

IFRS 9 - *Instruments financiers*

En juillet 2014, l'IASB a publié la version complète de l'IFRS 9, dite IFRS 9 (2014). La date d'entrée en vigueur obligatoire de l'IFRS 9 vise les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'IFRS 9 doit être appliquée rétrospectivement, sous réserve de certaines exemptions. L'adoption anticipée est permise. Le retraitement des périodes antérieures n'est pas exigé et est permis uniquement si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances a posteriori.

L'IFRS 9 (2014) met en place de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers. En vertu de l'IFRS 9 (2014), les actifs financiers sont classés et évalués au coût amorti en fonction du modèle économique selon lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. La norme instaure des changements additionnels relativement aux passifs financiers. Elle modifie également le modèle de dépréciation en présentant un nouveau modèle des « pertes sur créances attendues » pour le calcul de la dépréciation. L'IFRS 9 (2014) comprend aussi de nouvelles règles générales de comptabilité de couverture, ce qui aura pour effet d'aligner davantage la comptabilité de couverture sur la gestion des risques. Ces nouvelles règles ne modifient pas en profondeur les types de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité de la couverture; toutefois, elles offriront un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées aux fins de la gestion des risques satisfaisant aux conditions d'application de la comptabilité de couverture, et feront davantage appel au jugement dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité d'une relation de couverture. Des dispositions transitoires particulières ont été établies aux fins de l'application des nouvelles règles générales de comptabilité de couverture.

L'IFRS 9 (2014) présente quelques différences par rapport à l'IFRS 9 (2013), adoptée par anticipation le 1^{er} avril 2014 par la société. La société envisage d'adopter l'IFRS 9 (2014) dans ses états financiers de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2018. La société ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence significative sur ses états financiers.

IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017 et son adoption anticipée est permise.

L'IFRS 15 remplacera l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, l'IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, l'IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et la SIC-31, *Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité*.

La norme prévoit un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux approches de la comptabilisation des produits : à un moment donné ou au fil du temps. Le modèle proposé consiste en une analyse en cinq étapes des transactions, axés sur les contrats et visant à déterminer si les produits des activités ordinaires sont comptabilisés, quel montant est comptabilisé et à quel moment. De nouveaux seuils ont été mis en place relativement aux estimations et aux jugements, ce qui pourrait avoir une incidence sur le montant des produits comptabilisés et/ou sur le moment de leur comptabilisation.

La nouvelle norme s'applique aux contrats avec des clients. Elle ne s'applique pas aux contrats d'assurance, aux instruments financiers ou aux contrats de location, lesquels entrent dans le champ d'application d'autres IFRS.

La société envisage d'adopter l'IFRS 15 dans ses états financiers de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2017. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme n'a pas encore été déterminée.

Améliorations annuelles des IFRS - Cycles 2010-2012 et 2011-2013

En décembre 2013, dans le cadre de son processus d'améliorations annuelles, l'IASB a publié des modifications de portée limitée à un total de neuf normes dont certaines pouvaient éventuellement s'appliquer à la société. L'IASB utilise le processus d'améliorations annuelles en vue d'apporter des modifications non urgentes, mais

nécessaires, aux IFRS. La plupart des modifications s'appliqueront de façon prospective aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2014. Toutefois, les modifications à l'IFRS 2 et à l'IFRS 3 se rapportent aux dates d'attribution et aux dates d'acquisition, respectivement, à compter du 1^{er} juillet 2014. L'adoption anticipée est permise, auquel cas les modifications corrélatives apportées aux autres IFRS s'appliquent également.

Des modifications ont été apportées afin de clarifier les éléments suivants dans leurs normes respectives :

- la définition de « conditions d'acquisition » dans l'IFRS 2, *Paie ment fondé sur des actions*;
- le classement et l'évaluation de la contrepartie éventuelle, et l'exclusion du champ d'application prévue à l'égard de la formation de partenariats dans l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*;
- les informations à fournir sur le regroupement de secteurs opérationnels dans l'IFRS 8, *Secteurs opérationnels*;
- l'évaluation des créances et des dettes à court terme, et le champ d'application de l'exception relative aux portefeuilles dans l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*;
- le retraitement du cumul des amortissements au moment de la réévaluation dans l'IAS 16, *Immobilisations corporelles*, et dans l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*;
- la définition de « partie liée » dans l'IAS 24, *Information relative aux parties liées*; et
- les liens entre l'IFRS 3 et l'IAS 40 dans l'IAS 40, *Immeubles de placement*.

Des dispositions transitoires particulières ont été élaborées pour les modifications apportées à l'IFRS 2, à l'IAS 16, à l'IAS 38 et à l'IAS 40.

La société envisage d'adopter ces modifications dans ses états financiers de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2015. La société ne s'attend pas à ce que les modifications aient une incidence significative sur ses états financiers.

Améliorations annuelles des IFRS - Cycle 2012-2014

En septembre 2014, dans le cadre de son processus d'améliorations annuelles, l'IASB a publié des modifications de portée limitée à un total de quatre normes. Les modifications s'appliqueront aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2016. L'application anticipée est permise, auquel cas les modifications corrélatives apportées aux autres IFRS s'appliquent également. Chacune des modifications possède ses propres dispositions transitoires particulières.

Des modifications ont été apportées afin de clarifier les éléments suivants dans leurs normes respectives :

- modification des modalités de cession en vertu de l'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*;
- « liens conservés » pour les mandats de gestion et informations à fournir sur la compensation dans les états financiers intermédiaires résumés en vertu de l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*;
- taux d'actualisation dans un marché régional ayant la même monnaie en vertu de l'IAS 19, *Avantages du personnel*;
- informations fournies « ailleurs dans le rapport financier intermédiaire » en vertu de l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

La société envisage d'adopter ces modifications dans ses états financiers de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2016. La société ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence significative sur ses états financiers.

Clarifications sur les modes d'amortissement acceptables (modification de l'IAS 16 et de l'IAS 38)

En mai 2014, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 16, *Immobilisations corporelles*, et à l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*. Les modifications apportées à l'IAS 16 mentionnent explicitement que les modes d'amortissement fondés sur les produits ne peuvent pas être utilisés pour les immobilisations corporelles. La raison en étant que ces modes d'amortissement reflètent des facteurs autres que la consommation des avantages économiques représentatifs de l'actif. Les modifications à l'IAS 38 introduisent une présomption réfutable selon laquelle l'utilisation de modes d'amortissement fondés sur les produits est inappropriée dans le cas des actifs incorporels. Cette présomption ne pourrait être écartée que lorsque les produits et la consommation des avantages économiques de l'actif incorporel présentent une « corrélation élevée », ou lorsque l'actif incorporel est exprimé comme une mesure des produits. Les modifications s'appliquent de manière prospective aux états financiers annuels couvrant les périodes à compter du 1^{er} janvier 2016. Une application anticipée est autorisée.

La société envisage d'adopter les modifications à l'IAS 16 et à l'IAS 38 dans ses états financiers de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2016. La société ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence significative sur ses états financiers.

Initiative concernant les informations à fournir : modifications de l'IAS 1

En décembre 2014, l'IASB a publié des modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, dans le cadre de son initiative majeure visant à améliorer la présentation et les informations à fournir dans les rapports financiers (l'« Initiative concernant les informations à fournir »). Les modifications s'appliquent aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2016. L'adoption anticipée est permise.

Ces modifications n'entraînent pas de changements importants par rapport à la pratique actuelle, mais elles devraient faciliter une présentation améliorée des informations à fournir dans les états financiers.

La société envisage d'adopter ces modifications dans ses états financiers de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2016. La société ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence significative sur ses états financiers.

15. Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la société sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information, tel que défini par le *Règlement 52-109* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Une évaluation a été réalisée pour mesurer l'efficacité des contrôles et procédures liés à la préparation des documents d'information. En se fondant sur cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et bien conçus à la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et, plus particulièrement, que la conception de ces contrôles et procédures fournit une assurance raisonnable que les informations importantes relatives à la société leur sont communiquées pendant la période de préparation de ces documents d'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la société sont responsables de l'établissement et du maintien d'un système de contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière.

La direction a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière. Pour ce faire, elle s'est inspirée des critères définis dans le cadre intégré de contrôle interne du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (« COSO ») (cadre de 1992 du COSO). Se fondant sur cette évaluation, la direction ainsi que le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu, au 31 décembre 2014, que les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société étaient efficaces en ce qu'ils fournissaient une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers de la société à des fins de publication conformément aux IFRS.

Changements aux contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucun changement de contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société durant l'exercice 2014 qui aurait eu une incidence importante ou dont on aurait pu raisonnablement croire qui aurait eu une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière.

16. Engagements

En dehors des dettes apparaissant à l'état de la situation financière, la société a conclu des ententes pour la location de ses locaux ainsi que des contrats de location-exploitation pour la location de matériel roulant et d'équipement, représentant un engagement total de 2 103 000 \$ (2 690 000 \$ en 2013).

Le tableau suivant donne le détail des engagements de la société au cours des prochains exercices :

(en milliers de dollars)	Total	2015	2016	2017	2018	2019	Après 2019
Obligations de la dette à long terme	17 103 \$	3 123 \$	2 621 \$	2 565 \$	2 453 \$	1 133 \$	5 208 \$
Location-financement	230	81	66	47	23	11	2
Location-exploitation	2 103	1 011	539	358	150	45	-
Total des obligations contractuelles	19 436 \$	4 215 \$	3 226 \$	2 970 \$	2 626 \$	1 189 \$	5 210 \$

17. Arrangements hors bilan

Autre que les contrats de location-exploitation considérés à la section précédente, *Engagements*, Savaria n'a conclu aucun arrangement hors bilan au cours de l'exercice 2014.

18. Opérations entre parties liées

La société a comptabilisé un montant de 52 000 \$ (50 000 \$ en 2013) pour des services comptables et fiscaux rendus par une entité dont un associé est un administrateur et le chef de la direction financière de la société.

La société a signé un bail avec une entité appartenant à un administrateur et le président et chef de la direction de la société. Selon les modalités de ce bail, un montant de 25 000 \$ (4 000 \$ en 2013) a été versé à cette compagnie en 2014. Le bail vient à échéance en octobre 2016 et le total de l'engagement restant est de 46 000 \$.

Les conditions rattachées à ces ententes reflètent les conditions du marché.

19. Instruments financiers

La société a périodiquement recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change. Elle ne détient ni n'émet d'instruments financiers dérivés à des fins commerciales ou spéculatives. Les instruments financiers dérivés font l'objet de procédures standard de contrôle en ce qui concerne les conditions de crédit, les contrôles financiers et les procédures de gestion et de surveillance de risque.

(en milliers de dollars)	Actifs présentés à la juste valeur	Actifs présentés au coût amorti	Total	Juste valeur
Actifs financiers				
Trésorerie	- \$	16 280 \$	16 280 \$	16 280 \$
Créances et autre débiteurs	-	10 719	10 719	10 719
Prêts à long terme	-	163	163	157
Total des actifs financiers	- \$	27 162 \$	27 162 \$	27 156 \$

(en milliers de dollars)	Passifs présentés à la juste valeur	Passifs présentés au coût amorti	Total	Juste valeur
Passifs financiers				
Fournisseurs et autres créiteurs	- \$	9 610 \$	9 610 \$	9 610 \$
Instruments financiers dérivés	5 286	-	5 286	5 286
Dette à long terme	-	15 354	15 354	15 344
Total des passifs financiers	5 286 \$	24 964 \$	30 250 \$	30 240 \$

Risques associés aux instruments financiers

L'analyse des risques associés aux instruments financiers est faite dans la section suivante, *Risques et incertitudes*.

20. Risques et incertitudes

La société est confiante quant à ses perspectives d'avenir à long terme. Néanmoins, les risques et incertitudes décrits ci-dessous pourraient avoir une influence sur sa capacité de réaliser son plan stratégique et ses objectifs de croissance. Les facteurs suivants devraient être pris en considération en évaluant les perspectives d'avenir de la société.

Facteurs de risques financiers

La société évolue dans une industrie comportant divers risques financiers : le risque de marché (incluant le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. Afin de réduire les effets négatifs sur son rendement financier, la société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir le risque de change et le risque de taux d'intérêt. La gestion des risques est assurée par une gestion de la trésorerie centralisée qui permet de définir, d'évaluer et de couvrir les risques financiers.

a) Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises étrangères.

La société réalise approximativement 61 % (58 % en 2013) de ses ventes en monnaies étrangères et est, par conséquent, exposée à des risques de marché liés aux fluctuations des monnaies étrangères. Une fluctuation importante dans les taux de change pourrait avoir un impact important sur ses ventes et, par conséquent, sa marge brute. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats de matières en dollars US et par l'utilisation d'instruments financiers dérivés comme des contrats de change à terme. Ces contrats confèrent à la société l'obligation de vendre des dollars US à un taux prédéterminé.

La direction a établi une politique exigeant que la société gère le risque de change lié à sa devise fonctionnelle. L'objectif de cette politique consiste à minimiser les risques associés aux transactions en devises étrangères,

plus particulièrement le dollar US, pour ainsi protéger la marge brute contre les fluctuations importantes de la valeur du dollar canadien face aux devises étrangères et pour éviter la spéculation sur la valeur des devises. La société s'acquitte de cette tâche en concluant des contrats à terme sur devises. Selon la politique, un maximum de 75 % des entrées nettes prévues en devises américaines doit être couvert.

Les gains et les pertes sur les instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisés dans les résultats pendant la même période que les opérations sous-jacentes. Les variations de la juste valeur des instruments financiers non désignés dans des relations de couverture sont comptabilisées dans les résultats immédiatement.

Tel que requis par les normes comptables, les gains ou pertes non réalisés sur contrats de change désignés comme couverture de flux de trésorerie à une date de fin de période doivent être présentés, déduction faite des impôts, dans les autres éléments du résultat global. Au 31 décembre 2014, la société présente un montant débiteur dans le cumul des autres éléments du résultat global de 3 792 000 \$ (1 398 000 \$ au 31 décembre 2013). Le montant de gain ou de perte réellement réalisé sur les contrats de change dépendra de la valeur du dollar canadien au moment où chaque contrat sera encaissé.

Les gains (pertes) sur les éléments monétaires libellés en dollars US sont comptabilisés dans les Produits (charges) financiers(ères). Une fluctuation importante dans les taux de change pourrait avoir un impact important lors de la conversion de ces éléments monétaires libellés en dollars US et, par conséquent, sur les Produits (charges) financiers(ères) et le résultat net.

b) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposée la société découle de ses prêts à long terme, ses avances bancaires et ses emprunts à long terme. Les emprunts à taux variables exposent la société au risque de variation des flux de trésorerie en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, tandis que les emprunts à taux fixes exposent la société au risque de variation de la juste valeur en raison de la fluctuation des taux d'intérêt.

La majorité de la dette de la société est à taux variables. La société analyse de façon continue son exposition au risque de taux d'intérêt et examine les options de renouvellement et de refinancement qui lui sont disponibles pour minimiser ce risque. Pour ce faire, la société a conclu des opérations d'échange de taux d'intérêt (« contrats de swap ») en avril 2012. Elle a signé un premier contrat d'échange relatif à un montant en capital initial de 7 000 000 \$ avec un taux d'intérêt fixé à 3,48 %, et un deuxième relatif à un capital initial de 9 600 000 \$ avec un taux fixé à 3,58 %, tous deux pour une période de 5 ans. Ces instruments dérivés ont été désignés comme couverture aux fins comptables. Le solde total des emprunts faisant l'objet des contrats de swap est de 12 205 000 \$ au 31 décembre 2014 (13 838 000 \$ au 31 décembre 2013). Au 31 décembre 2014, la société présente un montant débiteur dans le cumul des autres éléments du résultat global de 108 000 \$ (116 000 \$ au 31 décembre 2013).

Les revenus et dépenses d'intérêts sont comptabilisés dans les Produits (charges) financiers(ères). Une variation importante dans les taux d'intérêt n'aurait pas d'impact important sur le résultat net, mais aurait comme incidence une augmentation ou diminution des "Autres éléments du résultat global".

c) Risque de prix

Les produits de la société comportent un nombre élevé de composantes fabriquées par des centaines de fournisseurs sur la scène internationale. Les prix de ces composantes peuvent varier et affecter les marges bénéficiaires de la société. Grâce à son modèle d'affaires flexible, la société peut changer de fournisseur au besoin afin de minimiser ce risque. La société n'utilise pas de produits dérivés liés au prix des matières.

La société, par l'entremise de sa filiale chinoise, augmente le volume de ses achats en Asie pour bénéficier d'un meilleur rapport qualité-prix. La société analyse individuellement chaque pièce pour évaluer la meilleure source d'approvisionnement tout en considérant plusieurs facteurs, dont le coût de fabrication.

d) Risque de crédit

La trésorerie de la société est détenue ou émise par des institutions financières dont la cote de crédit est de qualité supérieure. Ainsi, la société considère que le risque de non-performance de ces contreparties est négligeable.

La société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et elle minimise son risque de crédit en concluant des opérations avec un grand nombre de clients dans divers secteurs d'activité.

Les créances sont portées à l'état de la situation financière, déduction faite de la provision pour mauvaises créances. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. L'incertitude entourant la probabilité de perception peut découler de divers indicateurs comme la détérioration de la solvabilité d'un client ou le report de la perception lorsque l'ancienneté des factures dépasse les modalités habituelles de règlement. La direction revoit régulièrement les créances à recevoir, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour mauvaises créances.

e) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. La direction analyse le niveau de liquidité de la société de façon continue pour s'assurer d'avoir suffisamment de liquidités pour respecter ses engagements.

Afin de s'assurer de disposer des liquidités nécessaires pour remplir ses obligations à court terme, la société maintient des modalités de paiement avec ses clients semblables à celles dont elle dispose auprès de ses fournisseurs. La société dispose de facilités de crédit suffisantes pour combler les manquements temporaires de synchronisation entre les entrées et sorties de fonds.

Savaria est engagée dans une industrie comportant divers risques et incertitudes. Les résultats d'exploitation et la situation financière de la société pourraient ainsi être compromis par les risques financiers susmentionnés, de même que par chacun des facteurs décrits ci-dessous. Ceux-ci ne sont pas les seuls auxquels la société doit faire face. Des risques et des incertitudes additionnels, présentement inconnus de la direction ou qu'elle juge actuellement peu importants, pourraient éventuellement affecter ses affaires.

Conditions économiques

L'achat d'ascenseurs constitue souvent une dépense discrétionnaire et est par conséquent sensible aux fluctuations économiques et aux conditions du marché immobilier résidentiel. La société prend des mesures pour

contrôler ses dépenses et ajuster ses effectifs afin d'ajuster les heures de travail selon son carnet de commandes.

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la société prend en charge certaines composantes en remplacement de composantes défectueuses en vertu des garanties offertes sur les produits qu'elle vend. Les garanties ont une durée de trois (3), douze (12) ou trente-six (36) mois selon le produit. L'établissement des provisions de garanties est fondé sur des évaluations et des hypothèses. La direction considère les résultats antérieurs afin d'établir la provision. Si ces estimations et évaluations s'avéraient inexactes, le coût effectif du respect des garanties des produits pourrait être différent de celui enregistré.

Crédits d'impôt

Savaria bénéficie de crédits d'impôt pour la recherche et le développement ainsi que pour les apprentis. Ceux-ci pourraient être affectés par tout changement législatif.

Actifs d'impôt différé

Des actifs d'impôt différé ont été comptabilisés puisqu'il est probable que les pertes reportées afférentes soient utilisées. Toutefois, certains événements pourraient faire en sorte que les pertes ne puissent être utilisées avant leur date d'échéance.

Concurrence

L'industrie de l'accessibilité en Amérique du Nord est composée d'une dizaine d'entreprises qui se livrent une vive concurrence. Toutefois, Savaria est le chef de file nord-américain au sein de son industrie. Son envergure lui confère d'importants atouts, dont : une importante notoriété, un vaste réseau de distribution, des économies d'échelle sur ses achats et de multiples fournisseurs étrangers.

Dépendance à l'égard du marché américain

En 2014, le pourcentage des ventes de Savaria réalisées aux États-Unis s'est établi à 52 % (51 % en 2013). La rentabilité de la société pourrait, par conséquent, être affectée par tout événement important pouvant miner l'économie américaine ou les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis (voir *Conditions économiques* ci-dessus).

Afin de réduire le risque associé aux conditions économiques aux États-Unis, la société s'efforce d'augmenter ses ventes à l'extérieur du marché américain, principalement au Canada.

Environnement

La direction de la société estime que ses activités respectent en tous points les lois et les règlements environnementaux.

Poursuites

Dans le cours normal de son exploitation, la société fait l'objet de réclamations et de litiges. Bien que le dénouement des procédures ne puisse être déterminé avec certitude, la direction juge que toute responsabilité

qui découlerait de telles éventualités n'aurait pas d'incidence négative importante sur les états financiers consolidés de la société.

La société a reçu une réclamation en relation avec le paiement du billet à payer déjà comptabilisé au montant de 420 817 \$ lié à l'acquisition de Freedom en 2010 ainsi qu'une somme de 762 000 \$ liée au contrat d'emploi de l'ancien actionnaire de cette compagnie. La société a émis une demande reconventionnelle en relation à l'acquisition et estime que la réclamation liée au contrat d'emploi est tout à fait non fondée. Le dénouement de ces réclamations ne peut être déterminé à cette date.

Pour plus de détails concernant les facteurs de risques, veuillez consulter la notice annuelle d'information disponible sur le site internet de SEDAR à www.sedar.com.

21. Événements subséquents

Le 9 février 2015, le Conseil d'administration de la société a déclaré un dividende de 4 cents (0,04 \$) par action ordinaire payable le 4 mars 2015 aux actionnaires inscrits aux registres de la société à la fermeture des bureaux le 18 février 2015.

Le 24 février 2015, la société a déposé une offre d'achat sur un immeuble, qui a été acceptée par le vendeur, pour un montant de 4 200 000 \$. La société entend obtenir un financement pour acquitter son obligation.

22. Perspectives

Savaria a poursuivi sa croissance en 2014 et nous croyons que l'année 2015 sera sur la même lancée. Étant donné le vieillissement de la population, la demande pour les produits d'accessibilité continuera de croître. Notre stratégie consistant à mettre régulièrement en marché de nouveaux produits afin de demeurer le chef de file de notre industrie, se concrétisera une fois de plus par la mise en marché au troisième trimestre de 2015 d'un nouveau siège pour escaliers droits et d'un nouveau modèle de véhicule adapté. Ce nouveau véhicule, basé sur le châssis du ProMaster, permettra de transporter 7 passagers, dont trois en fauteuil roulant.

Les synergies provenant de notre récente acquisition Silver Cross se manifesteront en 2015 et nous permettront d'augmenter notre BAIIA par le biais de ventes additionnelles d'équipements d'accessibilité en plus des revenus provenant de redevances et de la vente des informations sur les prospects.

Notre solidité financière nous permet de demeurer à l'affût des occasions d'affaires qui pourraient se présenter dans le marché de l'accessibilité, telles des acquisitions stratégiques, et de poursuivre le développement de nouveaux produits afin d'agrandir notre vaste gamme de produits. Dans un contexte d'affaires aussi prometteur, nous prévoyons que les ventes de la période de douze mois qui se terminera le 31 décembre 2015 seront de l'ordre de 92 millions \$ et que le BAIIA se situera entre 13,5 et 14,5 millions \$.

Le 26 mars 2015